

REPUBLIQUE DU BURUNDI

*Conseil National pour la  
Défense de la Démocratie*

REPUBLIKA Y'UBURUNDI

*Inama y'Igihugu  
Iigwanira Demokarasi*



CABINET DU PRESIDENT

Le 1er Septembre 1995

**COMMUNIQUE N° 30**

Le CNDD soutient la position soutenue hier après midi par le Ministre zaïrois M. Kamanda wa Kamanda sur les ondes de Radio France International (RFI) dans laquelle il a dénoncé que certains milieux onusiennes envisagent faire du Kivu un hutuland. A travers certains ONG dites "humanitaires", ces puissances entretiennent l'insécurité par les armées monoethniques du Rwanda et du Burundi pour que les Hutu ne rentrent pas dans leurs patries respectives.

Cette collusion avec le fascisme qui règne dans les Pays des Grands Lacs s'inscrit dans un plan visant à y instaurer l'Empire tutsi Hima où la minorité régnera à son aise sur la majorité tant politique que ethnique. Selon l'Executive Intelligence Review du 28 octobre 1994, l'Empire comprendrait une partie du Kenya, tout l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et le Kivu zaïrois. Au moment fort de l'expulsion forcée des réfugiés hutu, un correspondant de l'AFP a ajouté qu'un petit morceau de la Tanzanie serait au collimateur du Plan Hima. Le journal Africa Analysis avait déjà dévoilé ce complot dans son édition du 11 décembre 1992. Dans un de ses meetings publics du mois d'Avril dernier, le Président Arap Moi a dénoncé l'agression en préparation d'un mouvement qui s'appelait le Front Patriotique Kenya.

Dès lors, on est en droit de se poser la question de savoir si la levée de l'embargo par le Conseil de Sécurité de l'ONU sur les armes destinées au Rwanda ne constitue pas un coup de pouce dans le sens favorable au Plan Hima ? Qui plus est, une levée à l'heure où le Zaïre se plaint d'une attaque imminente d'une armée conjointe rwando-burundaise forte de 2000 hommes contre les camps de Hutu rwandais et burundais réfugiés sur son territoire. Une goutte d'eau qui a fait déborder le vase zaïrois avec comme conséquence : l'expulsion forcée des Hutu vers leurs pays d'origine.

Pour stopper cet expansionnisme belliqueux des HIMA, le CNDD invite tous les vrais démocrates du Burundi, d'Afrique et du Monde à soutenir la position du Président de la République Kenyane, Son Excellence Arap MOI, qui recommande la dissolution des armées monoethniques tutsi du Burundi et du Rwanda pour les remplacer par des armées nationales recrutées dans toutes les ethnies (hutu, tutsi et twa).

Le CNDD demande, en outre, que

1° certaines puissances onusiennes cessent de favoriser la purification ethnique et sa balkanisation en hutulands et tutsilands dans les Pays des Grands Lacs à moins qu'elles ne préfèrent des guerres civiles interminables dans cette région;

2° le Conseil de Sécurité de l'ONU revienne sur sa décision de lever l'embargo sur les armes destinées au Rwanda;

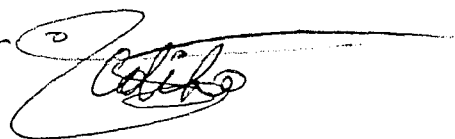
3° ce Conseil décrète l'embargo sur les armes destinées au Burundi et à l'Ouganda;

3° les démocrates ci-haut mentionnés aident les Forces pour la Défense de la Démocratie (FDD) à forcer l'armée gouvernementale en rébellion au Burundi à retourner dans les casernes;

4° ils appuient les FDD dans leurs efforts héroïques de forcer l'armée en rébellion à accepter les négociations pour le retour à une paix durable;

La démocratie aura le dernier mot.

Pour le CNDD,  
Jérôme NDIHO  
Porte Parole.



1° certaines puissances onusiennes cessent de favoriser la purification ethnique et sa balkanisation en hutulands et tutsilands dans les Pays des Grands Lacs à moins qu'elles ne préfèrent des guerres civiles interminables dans cette région;

2° le Conseil de Sécurité de l'ONU revienne sur sa décision de lever l'embargo sur les armes destinées au Rwanda;

3° ce Conseil décrète l'embargo sur les armes destinées au Burundi et à l' Ouganda;

3° les démocrates ci-haut mentionnés aident les Forces pour la Défense de la Démocratie (FDD) à forcer l'armée gouvernementale en rébellion au Burundi à retourner dans les casernes;

4° ils appuient les FDD dans leurs efforts héroïques de forcer l'armée en rébellion à accepter les négociations pour le retour à une paix durable;

La démocratie aura le dernier mot.

Pour le CNDD,  
Jérôme NDIHO  
Porte Parole.

